

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

ASA 37/3231/2016

27 janvier 2016

### **Le Sri Lanka peut-il tourner la page sur une décennie de répression des médias ?**

Il y a dix ans, le journaliste tamoul Subramaniam Sugitharajah a photographié les corps de cinq étudiants tamouls assassinés par l'armée sri-lankaise le 2 janvier 2006 à Trincomalee. Ses photos, publiées dans son journal, *Sudar Oli*, laissaient présumer que les étudiants avaient été tués par balle dans des conditions évoquant une exécution – et non par une grenade, comme l'avait affirmé l'armée dans un premier temps.

Quelques semaines après, le 24 janvier 2006, cet homme a été abattu alors qu'il se rendait au travail. Son meurtrier n'a jamais été identifié.

Le meurtre de Subramaniam Sugitharajah n'est qu'un exemple parmi les multiples attaques ayant visé des journalistes au Sri Lanka au cours de la dernière décennie. Une liste récemment établie par des ONG de défense de la liberté de la presse présente les cas de 44 professionnels des médias victimes d'homicide depuis 2004.

Le mois de janvier est une période de commémoration pour de nombreux proches de journalistes, car beaucoup d'entre eux ont été tués ou ont disparu au cours de ce mois. Le producteur de télévision Lal Hemantha Mawalage a été attaqué à l'arme blanche en janvier 2008. Lasantha Wickramatunga, rédacteur en chef du *Sunday Leader*, a été assassiné alors qu'il se rendait au travail en janvier 2009. Prageeth Eknaligoda, dessinateur politique et journaliste pour le site Lanka-e-news, a été soumis à une disparition forcée en janvier 2010, après avoir écrit un article mettant en avant le soutien grandissant dont bénéficiait un candidat d'un parti de l'opposition. À Colombo, des veillées à la bougie commémorant le « Janvier noir » sont organisées chaque année pour rendre hommage à ceux qui ont été menacés ou attaqués en raison de leurs écrits.

Depuis l'élection du président Maithripala Sirisena en janvier 2015, le Sri Lanka a montré une volonté nouvelle de reconnaître les violations passées et d'engager des réformes, notamment en promettant de lutter contre la culture de l'impunité qui prédomine pour les menaces et attaques visant des professionnels des médias. Des sites Web interdits sous le régime de Mahinda Rajapaksa ont été débloqués, des journalistes en exil ont été invités à revenir et les autorités ont promis de rouvrir les enquêtes concernant des journalistes portés disparus ou tués.

Cependant, jusqu'à présent, très peu de personnes ont été visées par une enquête, poursuivies ou amenées à rendre des comptes pour les menaces et attaques subies par des journalistes. Dans le cas de Prageeth Eknaligoda, après cinq ans d'inaction, les autorités sri-lankaises ont arrêté en août 2015 plusieurs personnes pour les interroger. Néanmoins, des allégations font toujours état d'ingérences de l'armée ralentissant la progression de l'enquête. Cette semaine, un moine bouddhiste controversé, Galagodaaththe Gnanasara Thera, a interrompu une audience qui se tenait dans cette affaire devant le tribunal de première instance d'Homagama et aurait menacé son épouse, Sandya Eknaligoda.

Tant que le gouvernement sri-lankais n'aura pas traduit ses paroles en actes, la culture de l'impunité perdurera pour les attaques et les disparitions forcées de professionnels des médias.

#### **Il faut maintenant passer à l'action.**

Lorsque le gouvernement sri-lankais a participé à la résolution 30/1, intitulée « Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka », adoptée lors de la 30<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en septembre

2015, il a montré une nouvelle fois sa volonté de créer un environnement plus favorable aux droits humains et d'apporter vérité et justice aux victimes d'atteintes à ces droits. Le paragraphe 11, en particulier, « encourage le Gouvernement sri-lankais à mener des enquêtes sur tous les attentats qui auraient été commis par des individus et des groupes contre des journalistes, [...] à faire répondre de leurs actes les auteurs de ces attentats et à prendre des mesures pour éviter que de tels attentats ne se reproduisent ».

Amnesty International appelle les autorités du Sri Lanka à prendre des mesures significatives et concrètes, en tenant compte de la résolution qu'elles ont soutenue et des promesses faites par le président et le Premier ministre, pour accroître la liberté des médias et lutter contre le climat d'impunité, en suivant les recommandations suivantes :

- mener des enquêtes impartiales, indépendantes et efficaces sur les menaces, attaques et meurtres visant des journalistes et des défenseurs des droits humains ;
- condamner sans réserve les attaques commises contre des journalistes et d'autres professionnels des médias ;
- veiller à ce que la procédure judiciaire concernant le cas de Prageeth Ekneligoda se poursuive sans obstacle ;
- garantir la sécurité de Sandya Ekneligoda et de tous les autres proches de victimes qui tentent d'obtenir vérité et justice pour elles.

Fin